

Analyse moi un projet de construction d'une usine hydraulique au Soudan dans laquelle Martin Dupont sera le chef de projet. Le projet sera financé en dollars américains et des matériaux américains seront utilisés dans le cadre de cette construction.

 Lecture du fichier



Je vais maintenant procéder à l'analyse complète de ce projet selon le workflow de screening sanctions et contrôle des exportations.

Modules activés :

- **Module A** — Screening individuel : Martin Dupont
- **Module B** — Sanctions sectorielles + paiement USD : Soudan
- **Module C2** — Régimes extraterritoriaux : matériaux américains (EAR/ITAR/FDPR)
- **Module D** — Risque juridictionnel : Soudan

Je lance les recherches en parallèle.

>_ ToolSearch (2)



Je lance toutes les recherches en parallèle.

 Recherche sur le web (5 requêtes)



Je continue les recherches pour préciser le statut OFAC du Soudan et les contrôles à l'exportation sur les matériaux américains.

 <https://sanctionssearch.ofac.treas.gov>



Écrivez un message...



SANCTIONS SCREENING — MARTIN DUPONT

16/04/2026

⚠ NON CONCLUANT

- Listes recherchées :
- OFAC SDN List (sanctionssearch.ofac.treas.gov) — source inaccessible lors de la session
 - EU Financial Sanctions (FSF) (webgate.ec.europa.eu) — source inaccessible lors de la session
 - OpenSanctions (opensanctions.org) — aucun résultat indexé
 - ONU — liste consolidée — non confirmée dans cette session

ALERTE CRITIQUE :

⚠ NOM TRÈS COURANT — "Martin Dupont" est un prénom + nom extrêmement fréquent en France et dans la francophonie.
Ce résultat est NON CONCLUANT sans identifiants complémentaires.

- Identifiants obligatoires à collecter avant toute conclusion :
- Date de naissance (DOB)
 - Nationalité / résidence
 - Numéro de passeport ou pièce d'identité
 - Alias éventuels

Sources consultées : recherche web sur OFAC/OpenSanctions
Date de vérification : 16/04/2026
Limites : sources officielles inaccessibles directement dans cette session

⚠ Ce résultat est indicatif. Vérification directe OBLIGATOIRE sur les sources officielles avant toute décision.

Action requise : Lancer une vérification manuelle sur :

• OFAC SDN Search avec les identifiants complets

ANALYSE SECTORIELLE — CONSTRUCTION HYDRAULIQUE / SOUDAN

● RESTRICTIONS ACTIVES — ANALYSE APPROFONDIE REQUISE

RÉGIME ONU (1591 — actif jusqu'au 12 sept. 2026)

Résolution 2791 (12 sept. 2025) : renouvellement unanime du régime.
Nature : EMBARGO SUR LES ARMES + sanctions ciblées individuelles
(gel d'avoirs + interdictions de voyager).
Secteur construction hydraulique : pas d'interdiction sectorielle
spécifique identifiée.
⚠ L'embargo sur les armes couvre le matériel à double usage susceptible
d'avoir un usage militaire — classification à vérifier.
Base légale : Rés. CSNU 1591 (2005) + Rés. 2791 (2025)

RÉGIME UE (actif jusqu'au 10 oct. 2026)

Règlement (UE) 2023/2147 + Décision PESC 2023/2135 (cadre 2023)
Dernières désignations : 29 janvier 2026 — 18 individus, 8 entités
Nature : SANCTIONS CIBLÉES (gel d'avoirs, travel ban) — pas d'embargo
sectoriel sur la construction.
Qui est obligé : toutes entités UE (personnes physiques et morales)
Risque clé : s'assurer qu'aucun partenaire soudan. n'est sur la liste.

RÉGIME OFAC / US (actif)

Programme : Sudan Stabilization Sanctions Regulations (renommé en
mars 2024, ex-Darfur Sanctions Regulations).
Base : Executive Order du 4 mai 2023 (réponse au coup d'État

ANALYSE RÉGIMES EXTRATERRITORIAUX – MATÉRIAUX US / SOUDAN

EAR/BIS (US) :

🟡 À VÉRIFIER – dépend de la nature exacte des matériaux

Statut Soudan sous EAR :

- Sudan retiré de la liste SST (State Sponsor of Terrorism) : janv. 2021
- Ajouté au Country Group B (régime de contrôle général)
- MAIS maintenu en Country Group D:5 (embargo sur les armes ONU)
 - Licence REQUISE pour tout item dont la raison de contrôle inclut "UN" (Annexe 774 EAR)

Pour les matériaux de construction standard :

- Items EAR99 (non listés à la CCL) : pas de licence BIS requise, SAUF si l'utilisateur final est sur une liste restrictive (SDN, Entity List, Denied Persons List, MEU List) ou si usage militaire.
- Items listés à la CCL (ECCN) : licence requise selon l'ECCN et les raisons de contrôle. À évaluer item par item.

⚠️ EXCEPTIONS INDISPONIBLES : le Soudan n'est PAS éligible aux License Exceptions GBS ni TSR – même pour des items BDU courants.

Listes BIS à vérifier systématiquement :

- Entity List → Denied Persons List → Unverified List → MEU List
- URL : <https://www.bis.gov/regulations/ear/lists>

ITAR (US) :

🟡 À ÉVALUER selon la nature des matériaux

Si les matériaux ou équipements relèvent de la US Munitions List (USML) – armement, composants militaires, technologies de défense :
→ Régime ITAR applicable – licence DDTA obligatoire, distincte EAR



Écrivez un message...



MODULE D — RISQUE JURIDICTIONNEL

Le Soudan présente une combinaison de risques juridiques multiples et imbriqués :

Dimension	Niveau	Détail
Sanctions ONU		Régime 1591 actif — embargo armes + ciblé individuel, jusqu'à sept. 2026
Sanctions UE		Régime 2023/2147 actif — 18 individus / 8 entités désignés, jusqu'à oct. 2026
Sanctions OFAC		Sudan Stabilization Sanctions actives — désignations récentes (mars 2026)
Païement USD		Correspondent banking → screening OFAC automatique
EAR/BIS		Country Group D:5 + Country Group B — analyse item par item obligatoire
Contexte sécuritaire		Conflit armé actif (RSF vs SAF) — war crimes signalés en 2025-2026
Risque réputation		Pays en guerre, designations récentes, pression ICC sur crimes de guerre

SYNTHÈSE GÉNÉRALE

SYNTHÈSE – PROJET USINE HYDRAULIQUE / SOUDAN / MARTIN DUPONT

- PERSONNE

: ⚠️ NON CONCLUANT – Martin Dupont : nom trop courant, identifiants complémentaires obligatoires avant tout engagement contractuel.
- TRANSACTION

: 🔴 RESTRICTIONS ACTIVES – Soudan sous sanctions ONU, UE et OFAC ciblées. Pas d'interdiction sectorielle sur la construction hydraulique identifiée, mais SDN/entités désignées à vérifier parmi tous les partenaires. Industrie pétrolière OFAC : interdite (non applicable ici a priori mais qualifier le projet avec soin).
- BIEN/TECH UE

: 🟡 À ÉVALUER – si entité française impliquée, vérifier que les équipements ne sont pas des BDU (Reg. 2021/821).
- RÉGIMES US

: 🟡 À VÉRIFIER item par item – matériaux EAR99 a priori sans licence BIS, mais Country Group D:5 crée des obligations sur items CCL. Exceptions GBS et TSR indisponibles. ITAR : évaluer selon les équipements.
- PAIEMENT USD

: 🔴 RISQUE ÉLEVÉ – screening OFAC via correspondent banking sur chaque transaction.
- JURIDICTION

: 🔴 PAYS SOUS CONFLIT ARMÉ ACTIF + sanctions multilatérales en vigueur.

CONCLUSION :
⚠️ PROJET RÉALISABLE SOUS CONDITIONS STRICTES – mais présente des risques sérieux non encore levés :

CONCLUSION :

⚠️ PROJET RÉALISABLE SOUS CONDITIONS STRICTES – mais présente des risques sérieux non encore levés :

1. Screening individuel de Martin Dupont : BLOQUANT jusqu'à résultat concluant sur bases officielles avec identifiants complets.
2. Screening de TOUTES les contreparties soudanaises (partenaires, fournisseurs locaux, banques) : OBLIGATOIRE avant tout paiement.
3. Classification des matériaux américains (EAR99 vs CCL) : à faire réaliser par un expert EAR/BIS.
4. Financement en USD : envisager de consulter OFAC pour une Specific License ou une confirmation de non-prohibition.
5. Contexte géopolitique : risque opérationnel et réputationnel majeur.

OBLIGATIONS IMMÉDIATES :

- Screening des parties sur SDN List OFAC, EU FSF, ONU, OpenSanctions
- Collecte des identifiants complémentaires pour Martin Dupont (DOB, nationalité, passeport)
- Classification EAR des matériaux américains – consulter BIS
- Vérification de la banque soudanaise retenue pour les paiements

AUTORITÉS À CONTACTER :

- OFAC (US Treasury) : ofac.treasury.gov – pour questions de licence
 - BIS/DOC : bis.gov – pour classification EAR des matériaux
 - DGT France : si entité française impliquée – gel des avoirs
 - SBDU (DGE, France) : si biens à double usage en jeu
 - Avocat spécialisé sanctions & contrôle des exportations
-
-



Écrivez un message...



Disclaimer : Orientation juridique indicative uniquement. Résultats à vérifier sur sources officielles avant toute décision. Ne constitue pas un avis juridique (loi du 31 déc. 1971). En cas de doute : avocat spécialisé sanctions et contrôle des exportations / DGT (gel des avoirs) / SBDU (biens à double usage) / BIS (EAR) / DDTC (ITAR).

Sources consultées :

- [OFAC — Sudan and Darfur Sanctions](#)
- [Conseil UE — Extension sanctions Soudan sept. 2025](#)
- [Conseil UE — Désignations janv. 2026](#)
- [ONU — Résolution 2791 \(2025\) — Security Council Report](#)
- [BIS — Part 746 Embargoes and Special Controls](#)
- [BIS — Sudan US Export Controls \(Trade.gov\)](#)
- [Baker McKenzie — BIS implements Sudan SST rescission](#)
- [Sanctions Search OFAC](#)
- [EU FSF Financial Sanctions](#)
- [OpenSanctions](#)



Écrivez un message...

